Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 99 (1954)
Heft: 4

Artikel: Problèmes actuels de notre défense nationale
Autor: Küenzy, F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342575

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

99e année No 4 Avril 1954

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction: Colonel-brigadier **Roger Masson**
Rédacteur-Adjoint: Major **Georges Rapp**
Administration: Lt-colonel **Ernest Buetiger**
Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209.)
Annonces: Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: **Suisse:** 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger: 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50
Prix du numéro : Fr. 1.50

Problèmes actuels de notre défense nationale

I. Introduction

La nécessité d'une défense nationale, basée sur une armée forte, n'est pas discutée dans notre pays. Cette ferme volonté de défendre notre indépendance et notre neutralité est profondément ancrée dans notre peuple et l'intérêt que l'on porte aux problèmes de notre armée se manifeste — contrairement à ce qui était le cas du temps de la première guerre mondiale — pour ainsi dire dans tous les milieux de notre population.

D'ailleurs, tous ceux qui ont eu le privilège d'assister l'année dernière au défilé d'un corps d'armée près de Soleure ont eu la preuve visible que le peuple suisse ne craint pas de se déranger pour montrer son intérêt et son attachement à son armée. Les 200 000 à 250 000 spectateurs enthousiastes ont été le témoignage vivant de la volonté de se défendre qui anime les gens de notre pays. Ils ont beaucoup impressionné les attachés militaires étrangers qui pouvaient également assister à ce spectacle grandiose et qui ont certainement souligné ce fait lourd de signification dans leurs rapports

à leurs états-majors. Tout le monde est d'accord sur le principe :

> « Une armée forte constitue le moyen le plus efficace d'affirmer notre volonté inébranlable de défendre notre indépendance et notre neutralité et d'assurer ainsi, dans la mesure de nos possibilités, la paix à notre pays. »

La puissance combative, et donc la force d'une armée, dépend cependant en grande partie de l'armement et de l'équipement modernes dont celle-ci dispose et du degré d'instruction de la troupe.

Ce principe nous oblige à fournir à nos soldats un matériel de guerre se rapprochant autant que possible, quant à l'efficacité, de celui dont dispose un agresseur éventuel, et de leur donner une instruction répondant aux exigences d'une guerre moderne. La réalisation des problèmes d'armement et le perfectionnement de notre instruction constituent aujourd'hui les tâches essentielles pour notre armée, car l'introduction de la nouvelle organisation des troupes est maintenant terminée.

II. L'enseignement et l'instruction

Je ne peux évidemment pas entrer dans le détail des questions d'instruction en général — cela me mènerait trop loin —, je me bornerai à parler de quelques nouveautés introduites dans l'instruction — dans celle qui dépend de mon ressort, donc le groupe Front du Service de l'EMG — et à relever quelques intéressantes expériences faites lors de mon voyage aux Etats-Unis concernant les méthodes d'enseignement. Par analogie vous pourriez alors conclure que dans les autres cours — cours tactiques, écoles centrales, etc. — les méthodes d'enseignement devront tôt ou tard également être adaptées à ces conceptions nouvelles, car à mon humble avis, nous avons encore à faire de sérieux progrès dans ce sens, surtout pour mieux tirer profit du peu de temps dont nous disposons pour parfaire notre instruction.

Un premier point est la réduction à un strict minimum des

heures consacrées uniquement à des théories. Beaucoup de problèmes sont mieux traités dans leur application au cours d'un exercice concret. Au lieu de faire écouter aux élèves des écoles et des cours de longues théories sur l'emploi de l'artillerie, des troupes de destruction et de construction, sur l'emploi des troupes de la PA, d'énumérer les différents moyens de transmission dans une unité d'armée ou encore de traiter théoriquement toutes les questions des Arrières, nous discutons tous ces problèmes dans le cadre des exercices pratiques. Le professeur pour les problèmes de l'artillerie par exemple, construit avec les élèves les plans de feu, le schéma des liaisons, etc., pour une situation donnée et discute la liaison infanterie-artillerie, les feux d'urgence, etc., dans le cas concret.

Nous faisons établir les ordres de destructions pour la même situation avec toutes les directives sur les compétences de mise à feu. Les élèves font en outre, sous la direction d'un spécialiste du génie, les calculs nécessaires pour l'emploi du temps et des moyens matériels et personnels pour les travaux de fortifications de campagne dans le cadre de l'exercice concret.

Autrefois la plupart des officiers se faisaient souvent des illusions sur le temps nécessaire pour organiser une position défensive au point de vue des fortifications de campagne, parce qu'on ne se donnait jamais la peine de faire faire les calculs réels par les officiers intéressés.

Nous remplaçons également des théories par des démonstrations, par exemple du réseau de transmission d'une unité d'armée ou du rgt. d'inf., etc. Nous pouvons ainsi réduire de beaucoup les nombreuses heures de théories, souvent difficiles à digérer et qui nous ont si souvent déçus pendant les années de notre carrière militaire.

En parlant de théories, j'aimerais en même temps souligner que ce domaine devrait à mon avis également être développé davantage chez nous. C'est surtout mes expériences aux Etats-Unis qui m'ont persuadé qu'il nous faudrait faire un effort considérable dans ce sens. Ce n'est pas uniquement le grand nombre de théories, qui nous a souvent pesé, mais leur qualité,

le manque de vie dans la présentation, et la façon de s'exprimer souvent indigeste ou ennuyeuse. Chez nous, n'importe quel officier est chargé de donner des théories, qu'il soit qualifié ou non. Peu en sont réellement capables et peu se préparent convenablement à cette tâche, pourtant extrêmement importante. Rarement quelqu'un intervient ou corrige, car on pourrait blesser des susceptibilités. On tolère cette médiocrité, mais ainsi on ne rend service ni à l'orateur qui se fait mal juger, ni aux élèves qui ne profitent guère et classent ces heures parmi le temps perdu. Les réclamations fréquentes, souvent justifiées après divers cours d'officiers, en sont la preuve.

Ce qui frappe chez les instructeurs aux U.S.A. (of. ou sof.), c'est la sûreté, l'aisance et l'exactitude avec lesquelles ils traitent leurs sujets. En plus, on est obligé de reconnaître que l'unité de doctrine est, en Amérique, une réalité, car l'instruction donnée est étroitement surveillée et ne peut contenir que ce qui est conforme à la doctrine admise. Pour atteindre ces résultats, on procède d'une manière qui peut nous sembler un peu schématique et tendant à supprimer l'initiative des conférenciers, mais qui donne d'excellents résultats pratiques, surtout lorsque le temps pour l'instruction est très limité.

Tout d'abord l'instructeur chargé d'une théorie, quel que soit son grade, qu'il soit professionnel ou mobilisé, reçoit d'un comité d'instruction ou de son supérieur le thème, un plan d'ensemble, les points sur lesquels il a à parler, la durée de la conférence, la littérature et les règlements qui doivent lui fournir les données et la base de son exposé. Souvent, on lui fixe même le détail de la leçon et la répartition du temps en minutes pour chacune des parties de l'exposé : par exemple introduction, exposé, conclusion, discussion, questions à poser aux élèves pendant la leçon, ainsi que le matériel d'instruction à utiliser. Ensuite il dispose de quelques jours pour se préparer ; une fois sa théorie prête, il la lit devant la commission. A cette occasion on corrige les défauts de prononciation, de comportement, etc., on critique la clarté, le manque de vie et d'enthousiasme dans l'exposé et seulement après cette série d'examens

on « lâche » le conférencier devant son auditoire. Cette méthode a l'avantage

— d'assurer une continuité dans l'enseignement et une parfaite unité de doctrine ;
— de permettre à tout individu de devenir un bon instructeur;
— d'éviter des pertes de temps et des lacunes dans l'enseignement par des théories mal données.

Par contre évidemment on bride la personnalité de l'instructeur et on le spécialise peut-être à l'excès dans une matière ou dans une autre.

Vous estimerez certainement avec moi que nous ne pouvons pas aller aussi loin, mais alors qu'on se donne du moins un peu plus de peine pour remettre à celui qui est chargé d'une théorie un plan qui fixe le but à atteindre, peut-être les références à utiliser, le temps disponible, et qu'on exige la présentation soit du texte, soit à la rigueur d'un court résumé des points que le conférencier a l'intention de traiter. Ceci dans les écoles et aussi dans les cours d'officiers, de cadres de CR et à la troupe. Nous sommes très vite prêts à critiquer les théories, mais la faute repose souvent sur celui qui charge quelqu'un d'une leçon.

Je suis persuadé que nous obtiendrions de cette façon un meilleur rendement de nos théories et que nous rendrions un grand service aux officiers et sous-officiers chargés de conférences. Nous les forçons par cette méthode à préparer un texte ou un résumé de la leçon, à réfléchir à ce qu'ils veulent dire et évitons ces causeries souvent confuses et mal présentées. Nous avons adopté ce système depuis un certain temps pour les conférenciers des cours EMG, avec beaucoup de succès. Les officiers chargés des conférences sont d'abord un peu surpris de ce — soi-disant — manque de confiance, mais reconnaissent très vite la nécessité et en même temps l'utilité de ce procédé.

Les quelques orateurs exceptionnels, aptes à parler sans grands préparatifs, pourront toujours être traités spécialement.

En outre nous devrions illustrer et agrémenter nos théories avec beaucoup plus de démonstrations, avec des modèles, des

films, même par des représentations préparées par les cadres, par exemple d'un épisode de travail ou d'un rapport, présentés d'abord d'une manière fausse ou de valeur douteuse, et ensuite comme les choses devraient se passer selon les principes expérimentés, simplement et logiquement.

Je me suis également inspiré des méthodes en usage dans les camps U.S.A. pour revoir l'organisation de nos cours EMG. J'ai introduit des « sketches ». Au lieu de donner aux élèves la décision du cdt. UA qui servira de base pour la rédaction des ordres, sur une feuille préparée à l'avance ou dictée par le chef de groupe, je fais jouer par les instructeurs les rapports du cdt. UA avec les officiers de son état-major et les cdt. directement subordonnés (chef EM, chef de l'art., du génie, les cdt. rgt., etc.) et à l'issue de ce rapport les élèves doivent rédiger les ordres et les instructions sur ce qu'ils ont entendu. Le texte du « sketch » est préparé, les questions des subordonnés choisies pour animer une discussion ou troubler un peu ce rapport. Il y a des mises au point, des omissions, même des fautes, de sorte qu'on arrive à obtenir une situation le plus proche possible de la réalité. Une autre sorte de « sketch » présente par exemple le rapport de l'of. EMG « Arrières » avec les chefs de service ; la discussion d'un plan d'attaque du cdt. de l'UA en ligne et ses collaborateurs et le cdt. de l'UA qui est appelé à attaquer, etc., etc. : la discussion du cdt. UA avec son artilleur ou le spécialiste des blindés. Les résultats obtenus dans les derniers cours sont convaincants. En outre ces « sketches » mettent aussi un peu de « beurre » sur le pain souvent très sec qu'on est obligé d'offrir aux futurs officiers EMG.

Je crois que dans d'autres cours, même dans les cours de cadres pour les sof., et dans les cours de répétition, on pourrait avoir recours avec succès à cette manière d'enseignement.

D'ailleurs le nouveau chef d'arme de l'inf. et le cdt. des Ecoles centrales ont également commencé à introduire ces méthodes d'enseignement.

Récemment, la direction des cours d'adjudants et d'officiers de renseignement, jusqu'à présent subordonnés au chef

de l'instruction, a passé au service de l'EMG. C'est le sous-chef Front qui est chargé de veiller à l'avenir à ce que l'instruction donnée aux officiers de rens. des rgt. et bat. le soit selon les mêmes principes et dans le même esprit que dans les cours EMG où l'enseignement des tâches et du travail de l'of. EMG Renseignement prendra à l'avenir aussi une place plus grande qu'auparavant. Les méthodes de travail, de la recherche, de l'appréciation et la transmission des renseignements doivent être coordonnées aux différents échelons de cdmt. L'instruction des futurs adjudants ne se fera plus désormais en même temps que celle des officiers de renseignement, mais dans des cours spéciaux. On tâchera également de compléter cet enseignement dans les domaines pratiques de l'adj., par exemple questions administratives, préparatifs du cours de rép., préparatifs de mob., paperasse, qualifications, etc., en vue d'alléger la tâche des cdt. respectifs.

En résumé, je souligne que dans tous les domaines de l'instruction, nous pourrions et nous devrions faire encore des progrès considérables. Tâchons partout dans nos écoles et cours de supprimer le « Leerlauf », en nous efforçant de sortir de la vieille routine et de faire jouer davantage notre imagination ; je suis persuadé que nous obtiendrons encore de meilleurs résultats dans l'instruction et les critiques, souvent justifiées, contre des cours mal préparés et qualifiés ensuite d'inutiles ou de superflus, se tairont d'un coup.

Une autre partie de l'instruction m'a fortement impressionné dans tous les camps et écoles militaires visités en U.S.A. et je me fais un devoir de vous en parler, malgré qu'il ne s'agisse nullement d'un domaine nouveau ou inconnu chez nous : c'est le *Drill*.

Je sais que mon excellent camarade, le colonel divisionnaire Robert Frick, en a déjà parlé dans son brillant exposé devant l'Assemblée générale de la S.S.O. à Genève, mais mes expériences confirment ses vues, que je partage d'ailleurs entièrement.

Le *Drill* à l'arme, ou à l'appareil, ou à un engin de guerre

quelconque, est poussé très loin dans tous les camps visités. Soit sur le champ de tir de DCA, soit chez les parachutistes, les fantassins et les troupes blindées, etc., les soldats sont drillés à leur arme ou instrument jusqu'à ce qu'ils sachent le manipuler et s'en servir d'une façon absolument mécanique. Les expériences de la dernière guerre et plus spécialement celles faites tout récemment en Corée ont montré, sans doûte possible, que seul est apte au combat celui qui sait utiliser son fusil, sa mitr., etc., subconsciemment. Tout ce qui est appris « à peu près » ne suffit plus sous le feu de l'ennemi. Si vous avez l'occasion de lire, dans la littérature de la dernière guerre, des épisodes de combat, vous y trouverez maintes fois des exemples qui confirment que le soldat sous l'influence du feu n'est capable de remplir sa mission que si les manipulations de son arme lui sont devenues des réflexes. Il a besoin de toute son attention pour recevoir les ordres de ses chefs et défendre sa peau et ne peut pas réflechir à ce qu'il doit faire avec son arme.

Chez les parachutistes, où l'influence psychique de la peur au moment de sauter joue un rôle encore plus grand et essentiel, l'instruction, aux U.S.A., est poussée à l'extrême quant à la rigueur d'exécution et l'exactitude des mouvements.

Je crois qu'avant la dernière guerre mondiale nous étions plus près de la réalisation de cette condition (Bon - Bulle). Nos méthodes d'instruction étaient peut-être plus rigides et nous ont semblé parfois exagérées, mais on nous a entraînés à nous servir de nos armes jusqu'à devenir pour ainsi dire des automates. On a, au début, compté et dit ce qu'on faisait ; ensuite compté seulement ; puis répété cent fois, mille fois les mêmes mouvements. Cette instruction qualifiée souvent de barbare ou prussienne, ce drill aux armes, nous l'avons rencontré partout aux U.S.A. et je suis aujourd'hui, également après les expériences que j'ai faites comme cdt. rgt., convaincu que c'est la seule méthode pour obtenir des résultats durables et rendre nos soldats aptes à la bataille. Un autre point intéressant est la répétition constante, à tout moment propice,

de ce qui a été appris. La répétition du drill de pièce ou d'arme se fait aux U.S.A. régulièrement et à fond, avant de passer aux exercices sur buts réels.

Chez nous, nous avons très souvent la tendance à négliger ce drill et cette répétition constante, parce qu'ils ne sont pas très populaires. Mais avec des explications et un peu de fantaisie nous arriverons aussi à convaincre nos hommes de cette nécessité.

Un autre problème de l'instruction me semble avoir été un peu trop négligé, même souvent ignoré chez nous. C'est celui du *drill dans la technique de combat de la petite formation*, le groupe et la section de fantassins. Il nous faut absolument arriver à ce que nos soldats connaissent non seulement leur arme, ou l'appareil à manipuler, et sachent s'en servir mécaniquement, mais encore à ce qu'ils agissent aussi au combat avec un automatisme absolu, selon quelques principes de combat. Il est très beau de parler de l'initiative du chef de section, du lieutenant, du chef de groupe, du sous-officier, même de l'initiative de chaque homme sur le champ de bataille ; cependant, la guerre a démontré que le comportement de la troupe dans les différentes phases de la bataille doit aussi être, jusqu'à un certain point, automatique. L'influence du feu de l'ennemi, les surprises du champ de bataille, l'atmosphère du combat empêchent surtout le fantassin au contact de l'ennemi de faire des réflexions et de prendre des décisions. Il faudrait que le combattant réagisse et se comporte automatiquement suivant les aspects changeants de la lutte. Donc il faudrait aussi « driller » quelques-unes des plus importantes et fréquentes méthodes de combat, spécialement à l'échelon du groupe et de la section. Les Américains et aussi les Anglais appellent cet entraînement *Battle drill*. Comme nous apprenons à nos soldats la formation de la colonne de tirailleurs ou de l'essaim de tirailleurs, nous devrions également leur enseigner le comportement automatique d'un groupe de fusiliers, par exemple quand l'ennemi le surprend avec son feu ; ou dans l'attaque par surprise d'un ennemi ou dans l'assaut d'une

position adverse, etc., et ceci de nuit comme de jour. Le combat de nuit doit être entraîné d'une manière beaucoup plus poussée que jusqu'à maintenant.

Dans tous ces cas, qui sont les plus fréquents dans la bataille, ce n'est ni le chef de groupe, ni ses hommes qui doivent faire de la « grande stratégie ». Ils sont au contact de l'ennemi ; il faut agir vite, donc sans longues appréciations et réflexions, il faut pouvoir agir automatiquement sur un mot ou un signe du chef de groupe.

Nous avons suffisamment de rapports d'officiers et de soldats étrangers qui ont vécu la guerre et qui montrent que c'est la chose la plus importante pour que la troupe au combat s'impose en face de l'ennemi. La place que prend le *battle drill* dans les programmes d'instruction des armées américaine et anglaise souligne également sa nécessité majeure pour former le fantassin au combat. Une fois qu'aura été mis au point ce « drill de combat » dans nos petites formations, nous aurons fait un grand pas en avant dans l'aptitude au combat *(Kriegsgenügen)* de nos troupes. La conduite de la cp. et du bat. pourrait alors se construire sur une base solide.

Je crois que dans ce domaine il y a encore « du pain sur la planche » pour nos programmes dans les cours de répétition. Cela sera un travail de détail qui ne pourrait malheureusement pas être approfondi dans nos manœuvres, où la conduite du groupe et de la section correspond rarement à la réalité de la guerre.

En parlant de manœuvres, il serait peut-être aussi intéressant de relever qu'à l'étranger on arrive peu à peu à changer le système des grandes manœuvres. Au lieu d'avoir deux partis adverses qui sont actionnés l'un contre l'autre, on fait exercer une grande unité d'armée — même une armée — contre un marqueur, c'est-à-dire contre une troupe dirigée selon les besoins de la direction des manœuvres. Il n'y a donc qu'un seul cdt. de parti, libre dans ses décisions, tandis que l'adversaire reçoit — suivant le but de l'exercice — des ordres précis et impératifs de la direction des manœuvres. Cette méthode présente beaucoup d'avantages, car elle permet

— de choisir les phases de combat à exercer, par exemple déplacement rapide de jour ou de nuit d'une UA sans attendre des décisions d'un parti adverse, ou installation rapide d'une position défensive sans être lié à une action adverse qui ne cadre pas avec le déroulement de l'exercice.

Elle permet en outre d'influencer le déroulement des manœuvres selon des considérations didactiques ; elle laisse au directeur des manœuvres la liberté de doser l'intervention ennemie pour que le travail des EM et des troupes soit fait dans des conditions aussi proches que possible de la réalité. Elle permet même de répéter une phase pendant laquelle la troupe a mal travaillé ou n'a pas tenu compte de l'intervention de l'aviation.

Elle permet de supprimer le temps mort, souvent très nuisible à la troupe, par l'intervention des marqueurs, etc.

Il y aura l'inconvénient que les situations seront moins inattendues et réalistes pour l'échelon du cdt. de parti que s'il y a *deux* adversaires qui prennent leurs décisions librement.

Il vaudrait peut-être la peine d'examiner de près et même d'expérimenter cette nouvelle formule de manœuvre aussi chez nous.

Je ne veux pas allonger ce chapitre en parlant encore de la *discipline* parfaite que nous avons rencontrée partout dans l'armée américaine.

Mais puisque nous avons chez nous la tendance à tolérer un certain laisser-aller, on fait des compromis, on s'excuse pour des exigences et performances physiques et morales, on cite l'Amérique comme vainqueur malgré la tenue nonchalante de GI rencontrés en congé en Suisse, je constate que nous avons vu partout une tenue parfaite ; tout le monde salue les supérieurs, on s'arrête même pour saluer la voiture avec l'insigne d'un officier général. Les fautifs sont punis sévèrement ; on les astreint pour ainsi dire aux travaux forcés dans les camps et on les rencontre partout, portant des salopettes avec un grand P sur le dos et la poitrine, visible de loin. Ils travaillent toute la journée, gardés par un sof. ou soldat, la mitraillette chargée au poing.

Les Américains, se basant surtout sur les expériences de Corée où au début le nombre de déserteurs était devenu inquiétant, exigent une discipline absolue, sans concessions ni restrictions.

Voilà ce que je me proposais de vous exposer pour ce qui concerne l'« Instruction ».

III. Armement

Venons-en maintenant au deuxième problème important de notre défense nationale : aux questions d'armement ! Il nous faudrait fournir à nos troupes un matériel de guerre aussi apte que possible à tenir en échec celui d'un agresseur éventuel. L'accomplissement de cette tâche — tâche qui incombe aux autorités militaires supérieures et qui représente un facteur essentiel dans notre préparation à la guerre — soulève d'énormes difficultés de toutes sortes.

D'une part ces difficultés sont de nature — je dirais — congénitale aux problèmes d'armement ; elles sont très souvent minimisées ou ignorées par la plupart de nos officiers et citoyens. Ce sont des difficultés qui existent plus ou moins dans toutes les armées.

D'autre part il y a des difficultés que j'appellerais d'ordre national car elles sont tout à fait particulières à notre pays. Je pense surtout aux discussions interminables sur les conceptions de la défense nationale, sur l'opportunité de l'acquisition de telle ou telle arme ou l'emploi de tel ou tel mode de combat. Il s'agit de problèmes sur lesquels on peut discuter sans fin, puisqu'ils relèvent du domaine de l'appréciation. Mais ces discussions empêchent souvent de réaliser des projets importants, car les opinions ne veulent pas se rallier à une idée, les décisions sont alors ajournées et les palabres recommencent. Donc, parlons un peu de ces difficultés dans le domaine des problèmes d'armement.

1. Difficultés financières, étroitement liées à la réforme des finances.

2. Les diverses difficultés que l'on rencontre à introduire un nouvel engin de guerre.

1. L'acquisition de matériel de guerre coûte très cher. A peu près $^1/_3$ du budget du Département militaire est destiné à l'achat de matériel ($\frac{1}{4}$ pour l'instruction). Ce « budget de matériel de guerre », appelons-le ainsi, se chiffre à environ 200 millions. 50 millions — donc $\frac{1}{4}$ — sont nécessaires pour l'acquisition de l'équipement et de l'armement des recrues et des of. et sof. nouvellement promus. Cette part du budget est fonction de la loi sur le service militaire obligatoire. Nous avons besoin de 100 à 120 millions par an pour le renouvellement périodique du parc d'aviation et de véhicules à moteur appartenant à l'armée et des stations radio.

Ce matériel entre dans la catégorie du matériel à renouveler périodiquement. Vous savez qu'un avion moderne peut servir au maximum pendant dix ans, les véhicules à moteur un peu plus ; les stations radio s'usent également beaucoup plus vite que n'importe quel autre matériel et sont rapidement dépassées par du matériel plus moderne.

A côté des besoins de renouvellement périodique qui donnent en même temps l'occasion de moderniser progressivement le matériel (forcément, car on n'achètera plus les anciens modèles), nous aurons, de pair avec les progrès de la technique, besoin de moderniser l'armement et l'équipement de toutes les armes dans le cadre de nos possibilités.

C'est un fait qu'avec la réalisation du programme d'armement nous avons amélioré passablement notre potentiel de guerre, mais il faudrait pouvoir le maintenir aussi dans le futur. Il y aura donc aussi à l'avenir des modernisations et des améliorations à envisager.

Vous savez tous qu'on cherche actuellement en raison de la soi-disant détente de la situation politico-militaire mondiale, à réduire les dépenses militaires et, puisque dans le domaine de l'instruction — vous êtes, je pense, d'accord avec moi — il n'y aurait rien à « rogner » sans porter un très grave préjudice

à l'aptitude de notre armée à la guerre, il ne reste que le budget « Matériel de guerre » sur lequel on veut réaliser des économies.

Mais est-ce que la situation mondiale s'est tellement améliorée depuis l'élaboration du plan d'armement, donc avant le début de la guerre en Corée, qu'on puisse renoncer au renforcement nécessaire de notre armée et le renvoyer à plus tard ? Faisons vite un tour d'horizon sur la situation mondiale pour l'apprécier nous-mêmes.

Il y a certainement une détente passagère à signaler, mais la situation diplomatique et militaire en ce début d'année est encore très délicate et ne correspond nullement à l'espèce d'euphorie diffuse qui a saisi le grand public.

La tension entre le bloc communiste et la coalition « Atlantique » n'a guère changé, malgré un soi-disant revirement de la politique russe. De part et d'autre du rideau de fer on ne cesse de renforcer les dispositifs militaires, d'établir des bases aériennes, d'équiper les troupes avec du matériel toujours plus perfectionné. Ce n'est pas l'armistice en Corée — ni même en Indochine — qui pourrait résoudre les problèmes politiques entre les deux idéologies du monde.

En Corée, il est vrai, la situation est entrée dans une nouvelle phase plutôt favorable, mais quel résultat peut-on espérer de la conférence politique sur la Corée ? les délégués pourront-ils s'entendre sur un mode acceptable par Syngman Rhee et les Coréens du Nord ?

En Indochine la situation est extrêmement difficile et dangereuse. On se trouve en présence d'un problème auquel on ne voit pas de solution.

Et les problèmes du Moyen-Orient (l'Iran après Mossadegh, l'Egypte sous le général Naguib, les incidents frontières en Israël, les problèmes du Canal de Suez), de l'Afrique du Nord avec les dissidences entre le Maroc français et le Maroc espagnol, les attentats qui se multiplient au Maroc et en Tunisie, ne sont guère faits pour améliorer la situation mondiale et donner l'espoir d'une fin de la guerre froide et d'une entente acceptable entre les peuples.

La situation politique en France et en Italie reste très inquiétante et pourrait tourner rapidement vers des solutions favorables aux communistes.

La mise sur pied du nombre de divisions fixé à la conférence de Lisbonne se montre également ardue ; elle se réalise avec des difficultés sans fin et des retards inquiétants. La création de cette Communauté Européenne de Défense paraît être dans une impasse. Sur le réarmement de l'Allemagne, il n'y a pas entente parfaite non plus. La conférence de Berlin qui n'a été qu'une suite de déceptions nous donne peu d'espoir d'un changement dans les relations Est-Ouest ou d'un dénouement des problèmes à l'ordre du jour.

Je cite aussi les difficultés d'entente à l'intérieur du Pacte Atlantique ; elles vont en croissant et ne sont guère faites pour nous donner une grande confiance en l'avenir.

Certes aucune menace immédiate de guerre n'est perceptible, l'U.R.S.S. ayant trop à attendre d'une dissolution du Pacte Atlantique.

Qui sait si « l'ouverture » ou le « prélude » de 1954, très habilement orchestré pour faire croire à une détente définitive, ne conduira pas cette politique par un « menuet » encore plus charmant et prometteur en... 1957 à un « finale » effrayant, à un conflit minutieusement préparé ?

On me dira peut-être que cette appréciation est partagée, mais que le changement d'attitude du gouvernement russe et sa politique de paix nous obligent à reviser notre opinion. Tout permettrait de penser que nous irons bientôt vers une période plus tranquille qui nous permettra de relâcher nos efforts dans le secteur militaire, de réduire nos crédits militaires et d'étendre les plans d'armement prévus sur une période beaucoup plus longue.

Mais la défense nationale d'un pays ne doit pas être dépendante des fluctuations politiques périodiques et ne doit surtout pas être influencée pour une politique intérieure des partis.

Les mêmes personnes qui ont souvent reproché aux dirigeants de notre armée de n'avoir pas de plan d'ensemble pour

l'armement et pas de conceptions à longue vue, veulent du jour au lendemain, à cause d'un éclair d'espoir à l'horizon politique, éclair peut-être artificiel, changer les programmes. Combien de fois avons-nous déjà fait l'expérience qu'un discours politique d'un grand homme d'Etat à l'étranger, des possibilités d'un arrangement d'armistice, par exemple, ou le renversement d'un gouvernement, ont pu faire changer l'opinion publique sur la nécessité pour nous d'avoir une armée forte, bien équipée et instruite, et prête à toute éventualité ? Et combien de fois notre peuple et ses représentants au parlement ont-ils subitement, sans tergiverser, voté les crédits demandés parce qu'il existait momentanément un danger plus marqué dans le monde ?

Je vous rappelle le budget militaire de 1952. Il a été voté sans discussion sous l'influence des événements en Corée et en Indochine. En automne 1952 tout à coup, sans aucune modification sensible de la situation internationale — il n'y avait à ce moment-là ni changement dans la politique russe, ni reprise des pourparlers d'armistice en Corée — les Chambres ont réduit les crédits demandés (au total 760 millions). Comment voulez-vous travailler et organiser de cette manière ? Dans les entreprises privées on ne verrait jamais une inconstance pareille. Si, en les circonstances citées, on juge la situation moins inquiétante ou si l'on prétend qu'elle s'est améliorée, cela est dû au fait qu'on commence chaque fois à s'habituer davantage à cet état de guerre froide. Evidemment la guerre froide peut durer encore des années, mais elle peut aussi nous réserver des surprises.

Donc, le montant que nous voulons consacrer à l'organisation, l'instruction et l'armement de notre armée ne doit surtout pas être influencé par des symptômes plus ou moins brefs de détente, mais tenir compte de la nécessité d'organiser et d'instruire notre armée et de la doter du matériel moderne capable de la rendre apte à s'opposer n'importe quand à n'importe quel envahisseur. Il ne faut jamais perdre de vue qu'au moment d'une aggravation de la situation mondiale où

les crédits sont accordés plus facilement, les livraisons de l'étranger n'arriveront plus parce que chaque pays aura besoin de la production de son industrie pour sa propre armée.

Passons maintenant à la question de savoir si le montant demandé est de nature à affaiblir la situation économique et financière de notre pays. Regardons le budget militaire par tête de population.

Dépenses militaires par tête de population en francs suisses		% des dépenses militaires dans les dépenses totales du pays
Etats-Unis	1200.—	(non compris les frais pour les études atomiques ni les montants consacrés à l'aide militaire à d'autres pays) env. 70 %
France	375.—	env. 33 %
Angleterre	325.—	env. 28 %
Suède	218.—	env. 24 %
Belgique	210.—	env. 20 %
Suisse	158.—	pour le budget 1954
	128.—	env. 20 % (Conféd. et cantons) pour un budget de 600 millions Rappelons que 280.— sont dépensés par tête de population et par an pour l'alcool et le tabac
Danemark	150.—	env. 18 %

Donc le montant que nous proposons de consacrer au budget militaire (— montant d'environ 600 millions selon les calculs de l'EMG —) exige de notre peuple un sacrifice inférieur à celui de tous les autres pays d'Europe, à l'exception du Danemark. D'ailleurs nous lisons avec satisfaction dans notre presse que le peuple suisse accepterait probablement l'effort financier demandé si la garantie était donnée au citoyen-soldat qu'à aucun échelon il n'y a gaspillage et dépenses excessives. Je lis dans un article :

« Pour obtenir une adhésion sans réserve de l'opinion publique, il est indispensable de démontrer par les faits, dans les écoles de recrues, dans les cours de répétitions, partout, qu'un esprit d'économie intransigeant règne du haut en bas de l'armée, que pas un litre d'essence, par exemple, n'est brûlé sans nécessité absolue, qu'il n'y a

nulle part la moindre dépense somptuaire. Or — et à cet égard les témoignages sont innombrables — cette démonstration n'est pas encore faite. Les choses se passent trop souvent comme si les militaires n'étaient pas suffisamment pénétrés de l'idée que chaque franc qu'ils dépensent est détourné d'un usage plus utile, et qu'en conséquence leur devoir sacré est de n'en pas dépenser un de plus qu'il n'est strictement indispensable.

» Le jour où il en sera ainsi, l'indéniable malaise que causent actuellement les dépenses militaires et leur constant accroissement sera en partie dissipé. »

Ces lignes, indiscutablement justes et saisissantes, s'adressent surtout au citoyen-soldat lui-même, officier ou simple soldat. Trop souvent, en effet, le gaspillage est l'œuvre de celui qui prêche le plus l'économie. Combien de fois n'a-t-on pas remarqué que les soldats paysans, si sensibles aux dégâts aux cultures faits sur leurs terres, se montrent beaucoup moins exigeants quand il ne s'agit plus de leur propre domaine.

Donc, si l'impérieuse nécessité de faire des économies s'adresse en premier lieu à l'administration, j'en conviens, elle vise aussi dans une large mesure la troupe. C'est surtout à nous, officiers, qu'il appartient de tout mettre en œuvre pour faire des économies dans nos cours et dans nos écoles.

Considérons encore d'autres aspects du problème de l'armement.

On entend dire fréquemment que ce programme d'armement représentait un effort unique pour moderniser notre armée et que vraiment cela pourrait maintenant suffire.

Je voudrais un peu m'étendre sur ce sujet.

L'armement et l'équipement d'une armée ne sont jamais définitifs. Il est indéniable que l'armement et l'équipement d'une armée doivent être constamment améliorés, renforcés, et adaptés aux dernières exigences de la guerre. C'est la raison pour laquelle la meilleure armée du monde possédera toujours à un moment quelconque (déclenchement des hostilités,

par exemple), à côté d'armes très modernes, des armes d'une valeur douteuse et des armes insuffisantes et périmées.

Il n'existe dans aucun pays un état idéal d'armement. Ce sont surtout les progrès de la science et de la technique qui influencent la construction du matériel de guerre et ouvrent des possibilités toujours nouvelles pour l'invention d'engins et la fabrication d'armements. Je rappelle la technique de haute fréquence, les plastics, l'énergie atomique, etc.

Même l'armée d'un petit pays ne peut pas éviter cette évolution constante et rester impassible devant l'apparition de nouvelles armes. Elle doit aussi adapter son armement et son équipement dans la mesure du possible aux conditions nouvelles.

2. Cette évolution qui se poursuit inlassablement dans le domaine de l'armement nous amène à un autre point dont je me suis promis de vous entretenir. C'est cette évolution constante qui rend si difficile la décision d'introduire telle ou telle arme. Là réside la difficulté qui attire très souvent aux organes responsables le reproche de ne pas savoir ce qu'ils veulent et de ne pas avoir de plan d'ensemble.

Dans le domaine des recherches et du développement il est extrêmement difficile de dire : « Halte, maintenant nous allons introduire tel ou tel prototype et commencer avec la fabrication en série. »

Souvent les organes responsables se voient placés devant l'alternative :

ou attendre encore quelques mois ou même une année ou plus en espérant que l'amélioration promise par les techniciens se réalisera,

ou dire : « Halte », tant pis, on introduit le modèle malgré les espoirs d'améliorer encore ses performances.

Dans le premier cas nous risquons de perdre beaucoup de temps précieux pour l'introduction. Il ne faut pas oublier que du moment où la décision pour l'acquisition d'un nouveau

prototype jusqu'à l'apparition du premier modèle de série, il faut compter au moins un an (préparatifs de fabrication en gros, construction des jauges, dessiner les plans de détail, installer les machines, etc.). Ensuite les livraisons sont dictées par les crédits mis à disposition par les Chambres. Une fois que les livraisons marchent bien, il faut compter beaucoup de temps jusqu'à ce que toutes les unités soient équipées avec le nouvel engin et ensuite instruites pour être aptes à les manier techniquement, à les entretenir, les réparer et les utiliser convenablement dans les missions tactiques.

Donc il faut compter qu'avec chaque retard dans la décision, l'introduction sera retardée en conséquence.

Dans le deuxième cas — le « Halte » — nous risquons d'introduire et de commencer la fabrication d'un modèle qui, peut-être dans peu de temps, serait dépassé par un type beaucoup plus perfectionné.

Dans chaque cas, les instances responsables ont à apprécier les points suivants :

— Est-ce que le modèle qui se trouve dans le matériel de corps de la troupe peut suffire encore pour quelque temps jusqu'à ce que le développement de son remplaçant soit terminé, ou faudrait-il hâter l'introduction du nouveau modèle (par exemple, masques à gaz, stations radio encore utilisables à la guerre) ?

— Est-ce que l'introduction d'un premier prototype s'impose car il manque dans l'arsenal de nos armes un engin de ce genre : par exemple, armes antichars comme le « tube roquette » ou la Pak. L. 9 cm. ? Mieux vaut avoir un modèle avec des performances moins poussées et idéales que d'attendre encore quelques années. On a toujours la possibilité — comme c'était le cas avec le tube roquette et la grenade antichars — de sortir une deuxième série plus perfectionnée.

— Est-ce qu'au point de vue financier il y a possibilité de commencer la fabrication en série ou est-ce que les crédits

disponibles ne le permettent pas malgré que les essais soient terminés et le prototype prêt à être fabriqué (protection individuelle contre la pluie pour chaque soldat).

— Quelle est la situation politique du moment ? « Besser den Spatz in der Hand als die Taube auf dem Dach. » « Un « tiens » vaut mieux que deux « Tu l'auras ». » Mieux vaut avoir à la troupe au moment de l'ouverture des hostilités une arme, même si elle ne correspond pas à tous les points de vue aux exigences idéales, qu'un prototype sur le banc d'essai, même s'il promet de devenir « le clou » de l'époque.

— Est-ce que la situation politique internationale permet de renoncer à l'introduction d'une nouvelle arme ou d'un nouvel appareil, et d'attendre quelques années pour voir si la technique aura produit entre temps quelque chose de plus moderne et de meilleur ? Donc pouvons-nous renoncer complètement pour le moment à un renouvellement et une modernisation du matériel de l'armée, dans l'espoir que pendant une dizaine d'années le monde aura la paix ? Continuer éventuellement les études et recherches, mais ne passer à une réalisation et une fabrication en série qu'à une date ultérieure où les tensions politiques commenceront à s'aggraver ? Vous conviendrez certainement avec moi qu'il serait extrêmement difficile — surtout aujourd'hui — de savoir à quel moment il faudrait décider l'introduction d'un nouvel engin de guerre, sachant qu'il faut compter — comme je viens de vous l'exposer — des années à partir du moment de la décision jusqu'au jour où nous pourrions prétendre que nos troupes sont capables de se servir de ce nouvel engin pour la guerre. Il est facile de dire que des retards dans les acquisitions de matériel d'il y a quelques années nous ont valu l'avantage d'acquérir actuellement quelque chose de plus moderne. Je reconnais volontiers qu'il s'est produit des cas semblables, mais personne ne pouvait prédire à ce moment-là le développement de la situation

internationale pour renoncer complètement à l'acquisition de matériel considéré comme moderne à l'époque.

Le mieux est l'ennemi du bien. Il est peu de domaines auquel ce proverbe soit aussi souvent applicable à juste titre qu'à celui de l'armement et où les répercussions soient aussi nombreuses et lourdes de conséquences. Le technicien et l'inventeur n'ont jamais terminé leur travail. Ils cherchent toujours à améliorer ; une nouvelle idée surgit et leur laisse espérer un perfectionnement inattendu. Ils croient à la réalisation rapide et le succès leur semble certain. Ces hommes doivent être idéalistes et optimistes dans leurs conceptions et leur travail, sans quoi ils ne seraient pas des inventeurs. D'autre part, il y a la troupe qui pose souvent des conditions exagérées et exige un rendement idéal d'un nouveau modèle d'arme. Elle compromet souvent par cette attitude intransigeante les réalisations dans des délais pratiques.

Lord Alexander, ministre de la guerre anglais, a prononcé la phrase suivante, quintessence de ses expériences des deux guerres mondiales, et qui nous montre que les difficultés à résoudre les problèmes d'armement sont partout les mêmes :

> « Le problème le plus difficile consiste dans la décision d'arrêter le perfectionnement d'un engin en développement et de passer à la production. Il est très dangereux de ralentir la fabrication de bonnes armes, en voulant attendre encore jusqu'à ce qu'on arrive à la solution parfaite. »

Un autre aspect du problème — aspect un peu particulier pour notre pays — est le fait qu'on a beaucoup de peine à se mettre d'accord sur ce que nous devons absolument acquérir comme matériel pour notre armée. Je vous rappelle les discussions publiques autour de la question des chars. Je ne cite cet exemple parmi tant d'autres que parce que c'est le plus actuel. Tout le monde prend part à la discussion : ceux qui connaissent le problème autant qu'un illettré la littérature,

ceux qui visent à des fins uniquement personnelles, ceux qui cherchent à se rendre intéressants à côté des connaisseurs et des experts.

Finalement, ce qu'un pays a absolument besoin d'acquérir comme matériel de guerre pour son armée est une question d'appréciation.

Le matériel de guerre moderne se compose d'une quantité d'armes avec leurs munitions, d'engins, d'appareils et d'instruments de toutes sortes, de pièces d'équipement et d'habillement, etc. Il y a lieu de relever tout d'abord que, pour un petit pays aux ressources limitées, il est de plus en plus difficile de se tenir à la hauteur des circonstances.

L'établissement d'un plan d'armement est beaucoup plus difficile pour un petit pays que pour une grande puissance. La grande puissance dispose de possibilités matérielles, personnelles et financières infiniment plus vastes. Elle est indépendante dans le domaine des matières premières. Elle peut fabriquer des grandes séries et pour cela rendre la fabrication d'une arme ou d'un appareil plus rationnelle et économique. Elle peut même exiger des développements coûte que coûte, comme par exemple la bombe atomique aux U.S.A.

Nous sommes obligés de nous limiter au strict nécessaire.

Mais qu'est-ce que le strict nécessaire au point de vue armement pour notre armée ?

Ce ne sont ni des questions commerciales, ni des intérêts particuliers qui sont déterminants, mais bien les problèmes opératifs et tactiques, en un mot les conceptions stratégiques et tactiques de notre armée.

Que nous ne puissions pas nous accorder tout ce qui existe dans les armées étrangères, que nous devions renoncer à ce qui serait très souvent désirable, pour concentrer tous nos efforts sur ce qui est strictement nécessaire, est une ligne de conduite incontestablement logique. Dans les différents cas à étudier, cette ligne se révèle parfois très difficile à suivre parce que les avis sur la nécessité d'un nouvel engin de guerre pour notre armée sont souvent très partagés.

3. Le dernier problème que j'aimerais traiter est celui des recherches et du développement, et des achats à l'étranger. Il est entendu qu'au moment des hostilités nous ne devrons pas compter pouvoir poursuivre nos fabrications ou recevoir de l'étranger les armes, munitions, matériels que nous aurions négligé d'acquérir en temps de paix. L'expérience, d'autre part, a prouvé que dans les périodes de tension internationale il nous est très difficile de parfaire notre armement.

Il serait au fond très désirable que nous puissions réduire au strict minimum les fabrications du temps de paix pour consacrer la majeure partie des moyens financiers disponibles aux recherches et études, de manière à rester constamment à la hauteur du progrès et à ne passer aux réalisations en grand qu'au moment critique. Cette manière de faire est malheureusement exclue, car personne ne pourrait dire actuellement quand le moment sera venu de passer aux réalisations. N'oublions pas qu'il faut compter 2-3 ans du début des fabrications jusqu'à ce que la troupe soit équipée avec le nouvel engin.

Cela ne doit pas nous dispenser de procéder à toutes les études nécessaires à la modernisation de notre armée. La commission d'experts appelée après la guerre à proposer des économies sur le budget militaire, a dit dans son rapport qu'il ne faudrait en tout cas pas faire des économies sur le poste des recherches et développements. Contrairement à cet avis les Chambres ont réduit le budget de 1953 pour les recherches de trois millions et, à l'avenir, selon les propositions du Conseil fédéral dans le programme pour la réforme des finances, il est prévu de réduire la somme de plusieurs millions. Donc une sérieuse réduction dans le domaine des recherches.

Il est évident qu'à côté des recherches faites dans notre pays, soit dans les ateliers des services techniques, soit dans les laboratoires de l'industrie privée, nous suivons attentivement l'évolution de l'armement hors de nos frontières. Des voyages de missions techniques à l'étranger, les stages de nos instructeurs dans des écoles militaires d'autres pays,

l'étude des rapports des champs de bataille de Corée et d'Indochine nous fournissent des renseignements intéressants à ce sujet. Mais, spécialement dans le domaine des communiqués des armées en guerre, il faut se méfier des indications, par exemple sur une nouvelle arme avec des caractéristiques et des résultats extraordinaires ; on peut s'étonner chez nous qu'on n'ait pas eu l'idée de faire aussi des essais dans cette direction, mais on oublie que la presse sert à la propagande, spécialement aux Etats-Unis. Par-dessus le marché, on croit plus volontiers à un communiqué sur la guerre de Corée et à l'emploi d'armes contre les Nordistes qu'aux essais et calculs de nos techniciens. Pourquoi ne laisse-t-on pas l'appréciation de ces renseignements aux connaisseurs en la matière, à ceux qui sont en mesure de distinguer ce qui est techniquement possible de ce qui est du « bluff » ?

Mais faudrait-il vraiment procéder à des recherches dans tous les domaines chez nous, ou ne serait-ce pas plus indiqué de nous limiter et acheter soit des modèles à l'étranger, soit des licences pour en fabriquer en Suisse ?

En tout cas notre situation de pays neutre nous interdit presque complètement tout arrangement en matière d'études et de recherches avec le pays disposant d'une industrie d'armement développé ; elle rend très souvent difficile l'acquisition à l'étranger du matériel de guerre indispensable. C'est la raison qui nous a engagés à créer notre propre industrie de guerre et à restreindre nos importations. Malheureusement il faut avouer que cette pratique est, économiquement et financièrement parlant, peu favorable. Une telle industrie de guerre pourrait être viable et même d'un rendement intéressant si, à côté du marché suisse avec ses articles en petites séries, elle pouvait compter sur des débouchés à l'étranger. Malheureusement, pour des motifs politiques de neutralité, le Conseil fédéral s'est vu obligé de poser des conditions très sévères, presque prohibitives, à l'exportation des armes, des munitions et du matériel de guerre.

Le problème devient difficile dès qu'il s'agit du développement

d'un engin de guerre qui demande des délais très longs, des essais nombreux et qui ne servira finalement qu'à produire une petite série. Nous risquons dans des cas pareils d'arriver à un modèle qui sera, au moment de son introduction dans l'armée déjà, dépassé par des armes plus modernes.

IV. Conclusions

Cependant, malgré ces difficultés et ces servitudes dues, d'une part, à la complexité des problèmes d'armement proprement dits et, d'autre part, à nos conditions un peu spéciales (petit pays, neutre, terrain montagneux, etc.), et malgré le coût très élevé de l'armement et de l'équipement d'une armée moderne, il nous faut à l'avenir maintenir la nôtre aussi à la hauteur des circonstances. La laisser dans son état actuel, sous prétexte que les dépenses sont lourdes et prohibitives — nous avons pourtant vu que les dépenses pour notre armée sont en comparaison de celles des autres pays de beaucoup inférieures et ne représentent que 3,2 % du revenu national — et pour la raison que ce que l'on pourrait encore améliorer risque d'être dépassé dans quelques années par de nouvelles armes, équivaudrait à renoncer à ce que notre armée soit considérée comme un facteur de résistance appréciable par un envahisseur éventuel.

Après vous avoir décrit tous les aspects du problème d'armement, je suis sûr que vous êtes avec moi de l'avis que les bases du plan d'armement, c'est-à-dire les conceptions de défense nationale militaire, ne peuvent pas être changées à tout moment. Ces bases ont été arrêtées sur proposition de la C.D.N. par le Conseil fédéral et présentées aux Chambres sous forme de thèses lors de la discussion du programme d'armement.

Elles ont servi pour établir la nouvelle organisation des troupes et se trouvent dans le manuel d'instruction fondamental de notre armée *La Conduite des troupes* ; elles sont le fondement de toutes les discussions et études opératives et tactiques ainsi que d'armement.

Nous devons nous préparer à nous battre *en avant du réduit* avec une armée de *campagne* aussi nombreuse que possible, bien instruite, équipée de tout ce qui est indispensable pour s'opposer avec succès à un assaillant et protéger la population d'une partie du territoire aussi grande que possible.

Il est compréhensible qu'à tout moment des citoyens, et même des magistrats, que préoccupent particulièrement les problèmes militaires, et soucieux de trouver une formule meilleure encore de défense nationale, lancent de nouvelles propositions dans la discussion. Les uns, de caractère plutôt pessimiste, sont de l'avis qu'une fois pour toutes il faudrait écarter l'idée naïve de croire que nous pourrions nous opposer efficacement par les armes à un agresseur éventuel ; d'autres préconisent une solution économiquement plus avantageuse en suggérant de réduire les effectifs de l'armée et de renoncer au système actuel de recrutement ; d'autres encore sont persuadés que la durée des écoles et cours pourrait être réduite sans inconvénient.

Les autorités responsables de l'armée ont minutieusement étudié ces diverses propositions. Elles sont dangereuses en ce sens qu'elles touchent à la structure fondamentale de notre armée :

> Le service obligatoire et général, le statut de notre neutralité armée et le degré de préparation à la guerre de nos soldats. Principes qu'il s'agit de maintenir à tout prix et dont l'abandon pourrait avoir d'irréparables conséquences.

Ceux qui proposent de modifier notre doctrine actuelle de défense nationale sont-ils vraiment conscients des responsabilités qu'ils endossent vis-à-vis de notre population et de l'avenir du pays ? J'en doute, car il est extrêmement délicat, dans ce domaine, de faire miroiter des illusions sur une formule soi-disant meilleure et meilleur marché et d'éveiller l'idée que les conceptions adoptées, bases de tout notre système de défense nationale, sont erronées.

Comme je le relevais dans mon introduction, pour ainsi dire tout le monde est d'accord sur le principe théorique de notre défense nationale. La volonté de défendre notre indépendance et notre neutralité est encore profondément ancrée dans notre peuple. Mais cette volonté de défense est souvent en flagrant contraste avec l'attitude qu'on prend vis-à-vis des préparatifs pratiques et des problèmes concrets d'application du principe. Dès qu'il s'agit d'organiser efficacement la défense du pays on abandonne les conceptions idéales. On oublie les discours patriotiques dans lesquels on parle avec émotion de sacrifier la dernière goutte de sang pour notre liberté. On abandonne très vite l'idée du sacrifice et supprime en même temps les conditions qui permettent de préparer une résistance efficace.

Des questions, d'ordre financier surtout, influencent les esprits dans la discussion des problèmes concernant la modernisation de notre armée ou son maintien en l'état actuel, et partout où il y a une trop grande divergence entre la volonté de se défendre efficacement et ... le porte-monnaie, on prétend qu'il y a une recette « suisse », un secret helvétique simple, bon marché mais aussi efficace que les systèmes expérimentés ailleurs, et on réclame la revision de notre « conception de la défense nationale ».

Or, à la base de toute conception, le seul et unique critère n'est ni le désir — en soi compréhensible — d'avoir une armée aussi peu coûteuse que possible, ni l'espoir que la bataille se décidera dans un terrain et dans des conditions favorables pour nos moyens, mais exclusivement les formes de combat et le terrain que l'ennemi nous imposera. Ce n'est pas nous qui déterminerons le déroulement de la bataille ; nous subirons les lois et les formes de la guerre moderne.

Les états-majors et les gouvernements étrangers évaluent dans leurs plans les possibilités de notre résistance et la valeur de notre armée — évaluation importante pour une décision éventuelle d'une attaque contre notre pays — non pas d'après les conceptions helvétiques et une échelle fédérale, mais

uniquement d'après les conceptions et l'échelle internationales et les lois d'une guerre moderne. Ce n'est pas notre propre jugement mais l'estimation froide et rigoureusement objective de la valeur de notre armée qui dictera à l'agresseur éventuel la décision de nous attaquer ou pas.

Nos théories sur notre meilleur atout — le terrain — et la conviction de pouvoir se battre là où celui-ci est le plus favorable pour nous, sont très dangereuses car premièrement ce sera l'agresseur qui choisira le terrain pour son attaque et, secondement, qu'entend-on aujourd'hui par terrain favorable ?

Si nous avons vraiment la volonté ferme de défendre notre pays dans une prochaine guerre — une guerre qui sera le choc terrible et cruel des idéologies — nous devons mettre la plus grande partie de notre population et les plus grandes zones possibles de notre territoire à l'abri d'une occupation ennemie. Nous ne pourrions donc pas nous retirer dans un réduit national dans les Alpes — certes le terrain le plus favorable pour nous — mais devrons défendre notre patrimoine sur le Plateau suisse. La conséquence pratique de ce fait est d'opposer à un agresseur une armée équipée et entraînée pour le combat dans ce terrain du « Mittelland », du Plateau. Il ne servirait absolument à rien de nous dissimuler à nous-mêmes cette vérité et de pratiquer la politique de l'autruche. Il nous faut préparer la guerre de demain et regarder la réalité en face : L'emploi de la machine se dessine dans une mesure toujours plus vaste pour économiser les vies humaines. Ce ne sont pas là des vues d'avenir, mais un fait acquis et reconnu par toutes les armées.

Si nous comparons le développement qui s'opère à l'étranger avec ce qui se passe chez nous, nous voyons d'un côté une modernisation et une forte augmentation de l'aviation, de la DCA et de l'arme blindée ; chez nous, par contre, on propose de réduire le nombre des avions et on pense pouvoir renoncer aux chars de combat, à augmenter notre DCA et à l'équiper avec des appareils modernes (RADAR) indispensables.

Il ne servirait à rien d'accepter théoriquement le principe de la défense nationale et de fermer les yeux sur les réalités — dures et peu agréables j'en conviens. Si nous tenons à notre principe de défendre efficacement la plus grande partie de notre sol, il faut alors aussi faire les sacrifices pour équiper notre armée du matériel moderne, par exemple des chars moyens permettant d'accepter la bataille là où nous protégerons la plus grande partie de notre population sur le Plateau suisse, et il faut également consentir à imposer le temps de service nécessaire pour perfectionner l'instruction de nos troupes.

Nous lisons à ce sujet dans le livre du général Jacquot :

Essai d'une stratégie occidentale :

> « L'aspect qualitatif d'une armée est assez évident pour qu'il ne semble pas nécessaire d'insister sur son caractère décisif. Sans parler du courage et de la résolution des hommes qui constituent, dans chaque nation, le fondement même de la valeur des forces armées, il est certain qu'une instruction trop insuffisante de la troupe ou que la détention d'un matériel périmé ou déficient rendraient illusoires les conceptions stratégiques les plus brillantes et les préparatifs les mieux ordonnés. »

Mettons-nous donc tous au travail pour surmonter les difficultés et convaincre les sceptiques de la nécessité de faire encore de gros efforts dans le domaine de l'armement et de l'instruction, efforts que je considère comme supportables par notre économie nationale.

Je vous invite à participer à ce travail, œuvre d'une portée pratique essentielle pour la défense nationale.

Colonel-divisionnaire Fred. Küenzy